

"FRITALUX" dans La Gazette de Lausanne (5 décembre 1949)

Légende: Le 5 décembre 1949, La Gazette de Lausanne évoque les origines du projet d'association économique appelé Fritalux concernant la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas et s'interroge sur la possibilité d'y inclure l'Allemagne occidentale.

Source: La Gazette de Lausanne. et Journal suisse. RRéd. Chef Béguin, Pierre. 05.12.1949, n° 288; 152e année. Lausanne. "FRITALUX", p. 6.

Copyright: (c) La Lettre Hebdomadaire du Journal de Genève et Gazette de Lausanne

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"fritalux"_dans_la_gazette_de_lausanne_5_decembre_1949-fr-6ec3e07c-25ce-46fc-9bf-84fde6a924a9.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 14/05/2013

« FRITALUX »

En dépit des apparences, le Fritalux n'est ni une marque d'huile à frire, ni le nom d'un produit de lessive, ni même celui d'un nouvel aspirateur à poussière.

Non, il s'agit, on le sait, d'une alliance d'Etats encore en gestation et dont ce nom ridicule prétend indiquer la composition : France, Italie, Benelux. Le mot est fort mal accueilli outre-Jura. Il ne l'est pas mieux dans les Flandres où l'on fait remarquer qu'il n'indique pas la participation de la Belgique et de la Hollande. Aussi oppose-t-on là-bas « Fibénel » à « Fritalux ». Quant à nous, nous nous en voudrions de ne pas apporter notre pierre à l'édifice et nous proposons « Bénéfilux », qui a le mérite de n'oublier personne et de rappeler discrètement le but économique de l'union !

Mais laissons là ces propos frivoles : une entente entre les cinq Etats se prépare, et peu importe sous quelle étiquette elle verra le jour.

L'idée d'une telle alliance n'est pas récente. Elle a été exprimée pour la première fois par M. Petsche, ministre français des finances, lors de la dernière réunion du Fonds monétaire international à Washington. Cela se passait avant la dévaluation de la livre et l'on ne peut donc pas considérer que l'initiative française soit une réponse à l'opération décidée par Sir Stafford Cripps. Cependant, en dévaluant sans en aviser les Etats européens, le ministre britannique a jeté une vive lumière sur le désaccord entre les politiques économiques des Etats bénéficiaires du Plan Marshall et sur les dangers qui menacent sa réussite. L'idée n'en a fait dès lors que plus de chemin. On se souvient aussi que M. Hoffman, pour tenter de pallier les difficultés qu'il rencontre, a préconisé la formation d'ententes régionales qui prépareraient l'unification de l'économie européenne.

C'est dans cette intention que le gouvernement français a pris l'initiative de convoquer à Paris une conférence qui s'est ouverte mardi dernier et qui réunit des experts du Benelux, de l'Italie et de la France. Un memorandum du gouvernement français sert de base à la discussion. Il propose les mesures suivantes : convertibilité des cinq monnaies entre elles, avec modification des taux de change en cas de déséquilibre des balances des comptes ; suppression partielle des contrôles et des contingentements qui entravent la circulation des capitaux et des marchandises ; coordination des politiques économiques.

A vrai dire, ces projets se heurtent à de nombreuses résistances de la part des milieux industriels ou agricoles qui bénéficient des mesures de protection économique et craignent le retour à la libre concurrence. En outre, il ne sera pas facile de coordonner des économies plus ou moins libérales, comme celles de la France et de l'Italie, avec la politique dirigiste de la Hollande, ni de rendre convertible une monnaie dure comme le franc belge avec des monnaies faibles, comme le florin. On sait au reste que cette difficulté n'a pas encore été vaincue au sein du Benelux.

On ne sait pas encore où en sont les pourparlers et l'on ne peut faire encore aucun pronostic. Mais il est heureux que les cinq Etats se mettent d'accord sur le principe du retour à la convertibilité des monnaies et à la libre concurrence.

Au reste, il n'est pas impossible qu'une alliance plus large ne sorte des négociations en cours : on parle d'inclure l'Allemagne occidentale dans la nouvelle entente régionale. Certes cela n'ira pas sans résistance, pour des motifs économiques, politiques et sentimentaux, mais il se peut qu'on y parvienne. Des négociations franco-allemandes sont engagées depuis vendredi au quai d'Orsay ; elles concernent la révision de l'accord commercial entre ces deux pays. Le gouvernement français en profitera-t-il pour demander à l'Allemagne de participer au Fritalux ? La question a été posée, et on a même demandé qu'une invitation semblable soit adressée à la Grande-Bretagne.

Quelles que soient les difficultés techniques de l'entreprise, il y a là un effort pour harmoniser les économies européennes. Il y va du succès de l'aide américaine, du relèvement du vieux continent, et ce sont des conditions essentielles de la paix.